

## I

(Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité)

**RÈGLEMENT (CE) N° 1030/2003 DU CONSEIL**  
**du 16 juin 2003**  
**imposant certaines mesures restrictives à l'égard du Liberia**

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité instituant la Communauté européenne, et notamment son article 301,

vu la position commune 2001/357/PESC du Conseil du 7 mai 2001 concernant des mesures restrictives à l'encontre du Liberia <sup>(1)</sup>,

vu la proposition de la Commission,

considérant ce qui suit:

- (1) Les résolutions 1343 (2001) du 7 mars 2001 et 1408 (2002) du 6 mai 2002 du Conseil de sécurité des Nations unies ont imposé des mesures restrictives au gouvernement du Liberia en raison du soutien accordé par ce dernier à des groupes rebelles armés de la région. Dans sa résolution 1478 (2003) du 6 mai 2003, le Conseil de sécurité a décidé de reconduire ces mesures restrictives pour une période de douze mois à compter du 7 mai 2003. Il a également décidé d'interdire toutes les importations de bois ronds et de bois d'œuvre originaires du Liberia pour une durée de dix mois à compter du 7 juillet 2003.
- (2) Certaines de ces mesures sont couvertes par le traité. Il est donc nécessaire, notamment pour éviter toute distorsion de concurrence, d'adopter un acte législatif communautaire afin de mettre en œuvre les décisions du Conseil de sécurité.
- (3) Le règlement (CE) n° 1318/2002 du Conseil du 22 juillet 2002 imposant certaines mesures restrictives à l'égard du Liberia <sup>(2)</sup> a mis en œuvre les résolutions 1343 (2001) et 1408 (2002) du Conseil de sécurité sur le territoire de la Communauté. Ce règlement est arrivé à expiration le 8 mai 2003. Il convient maintenant de mettre en œuvre la résolution 1478 (2003). Aux fins du présent règlement, le territoire de la Communauté est réputé englober les territoires des États membres auxquels s'applique le traité, dans les conditions fixées par ledit traité.
- (4) Il convient que les États membres déterminent les sanctions applicables en cas d'infraction aux dispositions du présent règlement. Ces sanctions doivent avoir un caractère effectif, proportionné et dissuasif.

- (5) Le règlement (CE) n° 1318/2002 étant venu à expiration le 8 mai 2003, le présent règlement devrait entrer en vigueur le jour de sa publication et être applicable en conformité avec les dates prévues dans la position commune 2003/365/PESC du 19 mai 2003,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

*Article premier*

1. Sans préjudice des pouvoirs des États membres dans l'exercice de la puissance publique, il est interdit de fournir au Liberia une formation ou assistance techniques concernant la livraison, la fabrication, l'entretien ou l'utilisation d'armements et de matériels connexes, de quelque type que ce soit, y compris les armes et les munitions, les véhicules et équipements militaires, les équipements paramilitaires et leurs pièces détachées.
2. L'interdiction visée au paragraphe 1 ne s'applique pas lorsque le comité institué par le paragraphe 14 de la résolution 1343 (2001) du Conseil de sécurité des Nations unies a préalablement accordé une dérogation. Ces dérogations peuvent être obtenues par l'intermédiaire des autorités compétentes des États membres énumérées dans l'annexe I du présent règlement.

*Article 2*

1. Il est interdit d'importer directement ou indirectement dans la Communauté tous les diamants bruts définis à l'annexe II provenant du Liberia, qu'ils soient d'origine libérienne ou non.
2. Il est interdit d'importer directement ou indirectement dans la Communauté tous les bois ronds et bois d'œuvre définis à l'annexe III, originaires du Liberia.

*Article 3*

La Commission est habilitée à:

- a) modifier l'annexe I sur la base des informations fournies par les États membres;
- b) modifier les annexes II et III afin de les adapter aux modifications pouvant être apportées à la nomenclature combinée.

<sup>(1)</sup> JO L 126 du 8.5.2001, p. 1. Position commune modifiée en dernier lieu par la position commune 2003/365/PESC du Conseil du 19 mai 2003 (JO L 124 du 20.5.2003, p. 49).

<sup>(2)</sup> JO L 194 du 23.7.2002, p. 1.

*Article 4*

Sans préjudice des droits et obligations des États membres découlant de la charte des Nations unies, la Commission entretient avec le comité institué par le paragraphe 14 de la résolution 1343 (2001) du Conseil de sécurité des Nations unies tous les contacts nécessaires à la bonne mise en œuvre du présent règlement.

*Article 5*

La Commission et les États membres se tiennent mutuellement et immédiatement informés des mesures adoptées dans le cadre du présent règlement et se transmettent toute information utile dont ils disposent en rapport avec le présent règlement concernant, notamment, les violations, les problèmes de mise en œuvre rencontrés ou encore les jugements rendus par des juridictions nationales.

*Article 6*

Le présent règlement s'applique nonobstant l'existence de droits conférés ou d'obligations imposées par tout accord international signé, tout contrat conclu ou toute licence ou autorisation accordée avant son entrée en vigueur.

*Article 7*

1. Chaque État membre détermine les sanctions à imposer en cas d'infraction aux dispositions du présent règlement. Ces sanctions sont efficaces, proportionnées et dissuasives.

Dans l'attente de l'adoption des dispositions législatives qui pourraient s'avérer nécessaires à cette fin, les sanctions à imposer en cas de violation du présent règlement sont, le cas échéant, celles qui sont arrêtées par les États membres pour donner effet à l'article 7 du règlement (CE) n° 1318/2002.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Luxembourg, le 16 juin 2003.

2. Chaque État membre est tenu d'engager une procédure à l'encontre de toute personne physique ou morale, de toute entité ou de tout organisme relevant de sa juridiction, en cas de violation par cette personne, cette entité ou cet organisme de l'une des interdictions prévues par le présent règlement.

*Article 8*

Le présent règlement s'applique:

- a) au territoire de la Communauté, y compris à son espace aérien;
- b) à bord de tout aéronef ou de tout navire relevant de la juridiction d'un État membre;
- c) à toute personne, en tout autre lieu, qui est un ressortissant d'un État membre, et
- d) à toute personne morale, à tout groupe ou à toute entité établis ou constitués selon la législation d'un État membre.

*Article 9*

1. Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

2. L'article 1<sup>er</sup>, l'article 2, paragraphe 1, les articles 3, 4, 5, 6, 7 et 8 sont applicables à partir du 8 mai 2003.

L'article 2, paragraphe 2, s'applique à partir du 7 juillet 2003.

3. Le présent règlement expire le 8 mai 2004.

*Par le Conseil*

*Le président*

G. PAPANDREOU

## ANNEXE I

Liste des autorités compétentes visées à l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 2

## BELGIQUE

Service public fédéral des affaires étrangères, commerce extérieur et coopération au développement  
Egmont 1,  
Rue des Petits Carmes 19  
B-1000 Bruxelles

Direction des relations économiques et bilatérales extérieures

- a) Service Afrique du Sud du Sahara (B.22)  
Tél. (32-2) 501 85 77
- b) Coordination de la politique commerciale (B.40)  
Tél. (32-2) 501 83 20
- c) Service transports (B.42)  
Tél. (32-2) 501 37 62  
Télécopieur (32-2) 501 88 27

Service public fédéral économie, PME, classes moyennes et énergie  
ARE 4<sup>o</sup> division, service des licences  
Avenue du Général Leman 60  
B-1040 Bruxelles  
Tél. (32-2) 206 58 16/27  
Télécopieur (32-2) 230 83 22

## DANEMARK

Erhvervs- og Boligstyrelsen  
Dahlerups Pakhus  
Langelinie Allé 17  
DK-2100 København Ø  
Tél. (45) 35 46 60 00  
Télécopieur (45) 35 46 60 01

Udenrigsministeriet  
Asiatisk Plads 2  
DK-1448 København K  
Tél. (45) 33 92 00 00  
Télécopieur (45) 32 54 05 33

Justitsministeriet  
Slotsholmsgade 10  
DK-1216 København K  
Tél. (45) 33 92 33 40  
Télécopieur (45) 33 93 35 10

## ALLEMAGNE

Bundesamt für Wirtschaft und Ausfuhrkontrolle (BAFA)  
Frankfurter Straße 29-35  
D-65760 Eschborn  
Tél. (49) 619 69 08-0  
Télécopieur (49) 619 69 08-800

## GRÈCE

Ministry of Economy and Finance  
General Secretariat for International Economic Relations  
General Directorate for Policy Planning and Management  
1 Kornarou str.  
GR-105 63 Athènes  
Tél. (30-210) 328 64 01-3  
Télécopieur (30-210) 328 64 04

Υπουργείο Οικονομίας και Οικονομικών  
Γενική Γραμματεία Διεθνών Οικονομικών Σχέσεων  
Γενική Διεύθυνση Σχεδιασμού και Διαχείρισης Πολιτικής Κορνάρου 1  
GR-105 63 Αθήνα  
Tél. (30-210) 328 64 01-3  
Télécopieur (30-210) 328 64 04

## ESPAGNE

Ministerio de Economía  
Dirección General de Comercio e Inversiones  
Paseo de la Castellana, 162  
E-28046 Madrid  
Tél. (34) 913 49 38 60  
Télécopieur (34) 914 57 28 63

## FRANCE

Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie  
Direction générale des douanes et des droits indirects  
Cellule embargo — bureau E 2  
Tél. (33) 144 74 48 93  
Télécopieur (33) 144 74 48 97

Ministère des affaires étrangères  
Direction des Nations unies et des organisations internationales  
Tél. (33) 143 17 59 68  
Télécopieur (33) 143 17 46 91

## IRLANDE

Department of Enterprise  
Trade and Employment Licensing Unit  
Earlsfort Centre  
Lower Hatch St.  
Dublin 2  
Irlande  
Tél. (353) 16 31 21 21  
Télécopieur (353) 16 31 25 62

## ITALIE

Ministero degli Affari esteri  
D.G.A.E.-Uff. X  
Roma  
Tél. (39) 06 36 91 37 50  
Télécopieur (39) 06 36 91 37 52

Ministero del Commercio estero  
Gabinetto  
Roma  
Tél. (39) 06 59 93 23 10  
Télécopieur (39) 06 59 64 74 94

Ministero dei Trasporti  
Gabinetto  
Roma  
Tél. (39) 06 44 26 71 16/84 90 40 94  
Télécopieur (39) 06 44 26 71 14

## LUXEMBOURG

Ministère des affaires étrangères  
Office des licences  
21, rue Philippe II  
L-2340 Luxembourg  
Tél. (352) 478 23 70  
Télécopieur (352) 46 61 38

## PAYS-BAS

Belastingdienst/Douane centrale dienst voor in- en uitvoer  
Team II  
Postbus 3003  
9700 RD Groningen  
Nederland  
Tél. (31) 505 23 81 11  
Télécopieur (31) 505 23 22 10  
e-mail: cdiusgs@bart.nl

## AUTRICHE

Bundesministerium für Wirtschaft und Arbeit  
Stubenring 1  
A-1030 Wien  
Tél. (43-1) 711 00  
Télécopieur (43 -1) 711 00-8386

## PORTUGAL

Ministério dos Negócios Estrangeiros  
Direcção-Geral dos Assuntos Multilaterais  
Largo Rilvas  
P-1350-179 Lisboa  
Tél. (351) 213 94 60 72  
Télécopieur (351) 213 94 60 73

## FINLANDE

Ulkoasiainministeriö/Utrikesministeriet  
PL/PB 176  
FIN-00161 Helsinki/Helsingfors  
Tél. (358) 916 05 59 00  
Télécopieur (358) 916 05 57 07

## SUÈDE

Regeringskansliet  
Utrikesdepartementet  
Rättssekretariatet för EU-frågor  
Fredsgatan 6  
S-103 39 Stockholm  
Tél. (46) 84 05 10 00  
Télécopieur (46) 87 23 11 76

## ROYAUME-UNI

Export Control Organisation  
Department of Trade and Industry  
4 Abbey Orchard Street  
London SW1P 2HT  
Royaume-Uni  
Tél. (44) 20 72 15 05 94  
Télécopieur (44) 20 72 15 05 93

Export Control Organisation  
Department of Trade and Industry  
Kingsgate House  
66-74 Victoria Street  
London SW1E 6SW  
Royaume-Uni  
Tél. (44) 17 12 15 67 40  
Télécopieur (44) 17 12 22 06 12

## ANNEXE II

**Diamants bruts visés à l'article 2, paragraphe 1**

Code NC	Désignation des marchandises
ex 7102 10 00	Diamants non triés, bruts et non montés ni sertis
7102 21 00	Diamants industriels, bruts ou simplement sciés, clivés ou débrutés
7102 31 00	Diamants non industriels, bruts ou simplement sciés, clivés ou débrutés
7105 10 00	Égrisés et poudres de diamants

## ANNEXE III

## Bois ronds et bois d'oeuvre visés à l'article 2, paragraphe 2

Code NC	Désignation des marchandises
4401	Bois de chauffage en rondins, bûches, ramilles, fagots ou sous formes similaires; bois en plaquettes ou en particules; sciures, déchets et débris de bois, même agglomérés sous forme de bûches, briquettes, boulettes ou sous formes similaires
4402	Charbon de bois (y compris le charbon de coques ou de noix), même aggloméré
4403	Bois bruts, même écorcés, désaubiés ou équarris
4404	Bois feuillards; échelas fendus; pieux et piquets en bois, appointés, non sciés longitudinalement; bois simplement dégrossis ou arrondis, mais non tournés ni courbés ni autrement travaillés, pour cannes, parapluies, manches d'outils ou similaires; bois en éclisses, lames, rubans et similaires
4405	Laine (paille) de bois; farine de bois
4406	Traverses en bois pour voies ferrées ou similaires
4407	Bois sciés ou dédossés longitudinalement, tranchés ou déroulés, même rabotés, poncés ou collés par assemblage en bout, d'une épaisseur excédant 6 mm
4408	Feuilles pour placage (y compris celles obtenues par tranchage de bois stratifié), feuilles pour contre-plaqué ou pour autres bois stratifiés similaires et autres bois sciés longitudinalement, tranchés ou déroulés, même rabotés, poncés, assemblés bord à bord ou en bout, d'une épaisseur n'excédant pas 6 mm
4409	Bois (y compris les lames et frises à parquet, non assemblées) profilés (languetés, rainés, bouvetés, feuillurés, chanfreinés, joints en V, moulurés, arrondis ou similaires) tout au long d'une ou de plusieurs rives, faces ou bouts, même rabotés, poncés ou collés par assemblage en bout
4410	Panneaux de particules et panneaux similaires (panneaux dits «oriented strand board» et panneaux dits «waferboard», par exemple), en bois ou en autres matières ligneuses, même agglomérées avec des résines ou d'autres liants organiques
4411	Panneaux de fibres de bois ou d'autres matières ligneuses, même agglomérées avec des résines ou d'autres liants organiques
4412	Bois contre-plaqué, bois plaqué et bois stratifiés similaires
4413	Bois dits «densifiés», en blocs, planches, lames ou profilés
4414	Cadres en bois pour tableaux, photographies, miroirs ou objets similaires
4415	Caisnes, caissettes, cageots, cylindres et emballages similaires, en bois; tambours (tourets) pour câbles, en bois; palettes simples, palettes-caisses et autres plateaux de chargement, en bois; rehausses de palettes en bois
4416	Futailles, cuves, baquets et autres ouvrages de tonnellerie et leurs parties, en bois, y compris les merrains
4417	Outils, montures et manches d'outils, montures de brosses, manches de balais ou de brosses, en bois; formes, embauchoirs et tendeurs pour chaussures, en bois
4418	Ouvrages de menuiserie et pièces de charpente pour construction, y compris les panneaux cellulaires, les panneaux pour parquets et les bardeaux ( <i>shingles</i> et <i>shakes</i> ), en bois
4419	Articles en bois pour la table ou la cuisine
4420	Bois marquetés et bois incrustés; coffrets, écrins et étuis pour bijouterie ou orfèvrerie et ouvrages similaires, en bois; statuettes et autres objets d'ornement, en bois; articles d'ameublement en bois ne relevant pas du chapitre 94 de la NC
4421	Autres ouvrages en bois
4701	Pâtes mécaniques de bois
4702	Pâtes chimiques de bois, à dissoudre
4703	Pâtes chimiques de bois, à la soude ou au sulfate, autres que les pâtes à dissoudre
4704	Pâtes chimiques de bois, au bisulfite, autres que les pâtes à dissoudre
4705	Pâtes de bois obtenues par la combinaison d'un traitement mécanique et d'un traitement chimique

Code NC	Désignation des marchandises
9401 61	Autres sièges, avec bâti en bois
9401 69	Autres sièges, avec bâti en bois, non rembourrés
9401 90 30	Parties de sièges des types utilisés pour véhicules aériens, en bois
9403 30	Meubles en bois des types utilisés dans les bureaux
9403 40	Meubles en bois des types utilisés dans les cuisines
9403 50	Meubles en bois des types utilisés dans les chambres à coucher
9403 60	Autres meubles en bois
9406 00 10	Constructions préfabriquées en bois
ex 9705	Objets de collection en bois
ex 9706	Objets d'antiquité